

# Les profs veulent « une autre politique éducative »

Dotations horaires, gestion de la crise sanitaire, réformes inadaptées... les enseignants des collèges et lycées ont clamé leur mécontentement, hier, en faisant grève et en manifestant à Caen.

## Reportage

Mardi, à 10 h 30, à l'appel des syndicats CGT Educ'Action, FSU, SNCL, SnFOlc, et Sud Éducation, un millier d'enseignants du second degré (collèges et lycées) se sont regroupés devant le théâtre de Caen avant de partir en cortège vers le rectorat, rue Caponière. Le projet de dotation horaire pour la rentrée prochaine, dévoilée par le rectorat, est en grande partie responsable de leur courroux et de leur décision d'observer une journée de grève.

« **En Normandie, pour le second degré, 150 emplois vont être retirés l'an prochain dans un contexte où les effectifs prévisionnels affichent une légère hausse (+ 0,1 %), déplorent les syndicats. Face à ces suppressions de moyens, l'administration affiche une dotation horaire supplémentaire de 65 équivalents temps plein en heures supplémentaires.** ». Pour les lycées professionnels, « **59 postes disparaissent pour des effectifs en légère hausse, là aussi** », annoncent les grévistes.

« **Marre de constater que les décisions sont prises sur des statistiques et non sur la base des difficultés réelles auxquelles nous sommes confrontés**, s'emporte Sandrine, professeure de lettres au collège de Trévières. **Alors qu'on souhaite valoriser les ambitions scolaires en milieu rural, on va devoir travailler avec des classes surchargées.** »

Un peu plus loin dans le cortège, une délégation du lycée Rostand de Caen affiche les mêmes craintes. « **Ça va faire deux ans que nos élèves sont en difficulté et plutôt que de nous donner les moyens de les aider, on ne nous laisse pas d'autre choix que faire du gavage. À Rostand, c'est 55 heures de moins et cinq départs à la retraite non remplacés.** »

« Inégalités de traitement »

Moins nombreux, mais tout aussi mécontents, les professeurs documentalistes étaient représentés. Ils dénoncent une « **inégalité de traitement** » après la création d'une prime d'équipement informatique allouée aux personnels enseignants. « **Elle est attribuée à tous les enseignants, à l'exception des professeurs de la discipline de documentation sous prétexte qu'ils n'enseignent pas « devant » les élèves** », s'insurge Camille Brouzes, professeur documentaliste dans la Manche. Les professeurs documentalistes se considèrent « **discriminés. Notre profession, méconnue du grand public, est pourtant essentielle dans le second degré** ».

Derrière leur banderole siglée du Snics (Syndicat national des infirmier(e)s et conseiller(e)s de santé), les infirmières scolaires ont également des griefs à exprimer. « **Un projet prévoit de nous rattacher aux collectivités locales**, redoute Patricia François, infirmière au collège Guillaume-de-Normandie à Caen. **On rejoindrait un service médical de santé hors établissement scolaire, qui nous éloignerait des élèves. On ne ferait plus que du dépistage, au détriment du soutien psychologique qui fait aussi partie de notre métier.** »

Enfin à l'heure de la dispersion, abrité sous son ciré de marin, Xavier, professeur d'EPS au lycée Rostand, résume le ras-le-bol partagé par nombre de ses collègues depuis que l'accès aux salles de sport est défendu. « **L'éducation physique sous la pluie, dans le froid et avec un masque, désolé, mais je ne m'y retrouve pas. Je ne suis plus prof de sport, mais gestionnaire de protocole.** »

Les professeurs d'EPS du Calvados ont décidé de se rassembler ce mercredi, à 15 h 30, devant le rectorat... en bottes et ciré.

Jean-Philippe GAUTIER.



Le cortège s'est formé devant le théâtre avant de défiler en ville, direction le rectorat, rue Caponière. Ouest-France.



Des professeurs du collège de Trévières en colère. Ouest-France.



Les professeurs d'EPS dénoncent leurs conditions de travail. Ouest-France